clusion, et se terminait par l'instruction d'ordonner aux officiers des douanes d'obéir promptement et respectueusement à toute demande qui pouvait être faite par l'Assemblée.

L'établissement de compagnies de terres durant la période comprise dans la liste constituait une spéculation favorite. La formation de la Compagnie des Terres du Haut-Canada peut être retracée dans les volumes qui s'y rapportent en 1824 et 1825 (série Q., volumes 359 à 373), et l'on peut à ce sujet consulter l'ouvrage *Autobiography of John Galt*, ce dernier ayant été le premier administrateur de la compagnie au Canada. Pour le Bas-Canada la *British American Land Co.* fut organisée quelques années plus tard. D'autres compagnies de terres furent aussi projetées mais, pour différentes causes, n'aboutirent point, quelques-uns des insuccès étant dus au manque d'entente entre les projeteurs. D'après ce qui appert, les deux seules qui continuèrent d'exister furent la *Land Company of Upper Canada* sur les opérations de laquelle il a tant été écrit qu'il serait superflu d'ajouter davantage, et la dernière, outre la référence aux documents catalogués, on peut consulter avec profit *British American Land Company* dans le Bas-Canada. Pour ce qui regarde cette les papiers qui se trouvent dans le casier aux lettres P.F., volumes 43 et 77, et P. 136—n° 1. Il n'est peut-être pas hors de propos d'esquisser l'organisation de la *British American Land Co.* Le 6 mars 1834, le secrétaire donna avis au sous-secrétaire des colonies que £800 avaient été payés à titre d'honoraires pour la charte.

A part la charte, un bill fut déposé devant le parlement pour faire conférer certains pouvoirs qui ne pouvaient être conférés dans la charte. On trouvera une copie de ce bill dans le volume 219-1 de la série Q., commençant à la page 7. Le 5 avril, la compagnie pria le secrétaire colonial d'informer le gouverneur du Bas-Canada que la charte d'incorporation avait été accordée, de sorte que les opérations pouvaient commencer. L'arrangement avec le gouvernement fut conclu en 1833; on trouvera dans le volume 2 de la série P.F. un état des sommes payées en vertu de cet arrangement, et le plan des comtés du Bas-Canada acquis par la compagnie, les documents étant classés comme numéros 1 et 5 dans le volume. Dans une très longue lettre signée V., la compagnie est accusée de chercher par l'achat de terres à acquérir de l'influence pour des fins politiques ou de parti (série Q., vol. 219, page 65). D'après le rapport d'un correspondant de Montréal, M. Gillespie, les amis de M. Papineau nourrissaient des sentiments très hostiles vis-à-vis la *British American Land Company* à cause de sa promesse d'employer les moyens les plus efficaces pour améliorer le pays physiquement et moralement à la fois (série Q., vol. 224-2, page 347). Ecrivant à Londres le 2 février 1835, M. N. Gould dit que la clique—c'est ainsi qu'il appelait M. Papineau et ses adeptes—annonçait que la *British American Land Co.* n'avait aucun droit ou titre à la terre et conseillait aux immigrants et aux colons de se garder de faire des affaires avec la compagnie, voulant dire sans doute que la Chambre d'Assemblée annulerait la transaction faite avec le gouvernement. "Il est certain", continuait M. Gould, "que pour se mettre en opération la compagnie aura besoin de toute l'aide et du gouvernement de la Grande-Bretagne et de celui de la colonie." (Série Q., vol. 224-2, page 375.)

M. Roebuck, qui remplissait la charge d'agent pour la Chambre d'Assemblée, proposa au commencement d'avril 1855 que l'acte constituant la *British American*